

Manger, c'est vital

NOTRE VISION POUR UNE STRATÉGIE ALIMENTAIRE
PANCANADIENNE

Introduction

Dans sa plateforme électorale de 2011, le NPD s'engageait à présenter « une Stratégie alimentaire canadienne qui combinera des objectifs liés à la santé, à l'environnement, à la qualité de la nourriture et aux choix locaux et biologiques des consommateurs de partout au pays ».

Le présent document expose les principaux éléments de cette stratégie. Nous avons tenté de voir comment le gouvernement fédéral pourrait faire avancer certains enjeux agroalimentaires. Nous espérons ouvrir le dialogue avec ceux qui ont ces questions à cœur, tisser des liens avec de nouveaux publics et renforcer notre travail avec les milieux des affaires et de l'agriculture.

Cette stratégie globale tient compte de l'interrelation entre les enjeux du développement rural, de la sécurité alimentaire, de la santé et sécurité, des droits des consommateurs et du développement agroalimentaire.

Je me réjouis à l'idée de présenter cette stratégie aux citoyens d'un océan à l'autre.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink that reads "Malcolm Allen".

Malcolm Allen

Porte-parole en matière d'agriculture, Nouveau Parti démocratique du Canada

Résumé

Manger, c'est vital. Les néo-démocrates comprennent l'importance de l'alimentation, de la ferme à l'assiette, en passant par l'usine. En collaboration avec les provinces et les territoires, nous devons améliorer l'accès des Canadiens à des aliments sains, assurer la viabilité des ressources et des collectivités agricoles et promouvoir les aliments canadiens, chez nous comme sur les marchés internationaux.

Le Canada n'a pas de politique alimentaire d'ensemble et accuse du retard par rapport à d'autres pays industrialisés de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comme l'Angleterre et l'Australie. Le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation des Nations Unies a fait valoir d'importantes préoccupations au sujet de la sécurité alimentaire dans les communautés autochtones et de l'absence d'une stratégie alimentaire coordonnée au Canada. Plus de deux millions de Canadiens risquent de souffrir de la faim, ce qui pose un risque pour nos familles, notre réseau de soins de santé et le potentiel de nos enfants.

Les néo-démocrates ont une vision pour notre système alimentaire, une vision qui relie les Canadiens de la ferme à l'assiette. Il faut regarder la situation dans son ensemble et adopter une politique fédérale intégrée qui englobe l'agriculture, le développement rural, la santé et la sécurité du revenu. C'est possible.

Favoriser une alimentation saine aujourd'hui améliorera la santé de la population de demain et optimisera l'utilisation du budget des soins de santé.

Nous voulons aussi un secteur agricole dynamique. L'agriculture et l'alimentation sont des rouages fondamentaux de l'économie canadienne; ils servent à nourrir la population et fournissent un emploi sur huit au pays. De nos jours, les agriculteurs sont des travailleurs modernes qui doivent être connectés avec la recherche de pointe et l'information sur les marchés. Les collectivités rurales ont besoin d'investissements et d'infrastructures et elles doivent être connectées à des marchés urbains en croissance. Nous devons aussi veiller à ce que le développement agricole soit viable et qu'il se fasse dans le respect des bassins versants ainsi que des milieux naturels.

Permettre aux Canadiens d'avoir accès à des aliments sains à des prix abordables est une priorité nationale.

Notre vision d'une stratégie alimentaire pancanadienne fait en sorte que tout le monde puisse bien manger, que les collectivités agricoles soient viables pour les prochaines générations et que les produits canadiens profitent de marchés en expansion, au pays comme dans le reste du monde.

Table des matières

Introduction	i
Résumé	iii
1. Viabilité des collectivités et des ressources agricoles pour les prochaines générations	1
1.1 Un gagne-pain en milieu rural est un gagne-pain réel	1
1.2 Une agriculture durable protège l'environnement pour les générations futures	3
2. Soutenir l'agriculture locale, de la ferme à l'assiette.....	5
2.1 Les Canadiens doivent pouvoir trouver facilement des produits de saison frais dans leur collectivité.	5
3. La prospérité des entreprises agricoles : un moteur de l'économie nationale	7
3.1 Notre secteur de l'agroentreprise est prospère et fournit une importante valeur ajoutée ...	7
3.2 Notre système agricole repose sur le savoir et l'innovation	9
3.3 Les produits canadiens doivent profiter de marchés en expansion, au pays comme à l'étranger	10
4. Pour bien manger : salubrité, transparence et choix santé.....	12
4.1 Le Canada applique les plus hautes normes de salubrité des aliments	12
4.2 Les consommateurs savent ce qu'ils consomment	13
4.3 Un régime alimentaire équilibré permet à chaque Canadien de demeurer en santé	14
4.4 Chaque Canadien peut s'offrir des repas sains	15

1. Viabilité des collectivités et des ressources agricoles pour les prochaines générations

1.1 Un gagne-pain en milieu rural est un gagne-pain réel

Le gouvernement fédéral doit collaborer avec les provinces et les territoires pour faire en sorte que les agriculteurs obtiennent le soutien d'entreprise dont ils ont besoin. Nous devrions être fiers de notre patrimoine d'infrastructures publiques et de solutions collectives. Le gouvernement fédéral devrait répondre aux besoins particuliers des jeunes et des nouveaux agriculteurs dans l'économie agricole d'aujourd'hui. Leur succès est crucial pour le développement économique futur et évitera que nos communautés rurales ne soient laissées pour compte.

- ✓ **Investir dans les économies rurales**
 - Favoriser le développement économique communautaire en investissant dans des entreprises viables qui rétabliraient la production et la transformation locale des aliments.
 - Maintenir l'infrastructure d'inspection des grains de renommée mondiale et les bienfaits publics qu'elle génère.
 - Soutenir une gestion durable de la pêche pour les générations à venir.

- ✓ **Accroître les revenus agricoles et s'assurer que l'agriculture demeure rentable pour les producteurs**
 - Aborder les enjeux d'accessibilité dans les entreprises agricoles et s'assurer que les Programmes de gestion des risques de l'entreprise répondent aux besoins des producteurs d'aujourd'hui.
 - S'assurer que tous les agriculteurs concernés ont accès à des outils de gestion des risques de leur entreprise, en fonction de leurs besoins.
 - Fournir un régime d'assurances public et abordable pour les cultures, le bétail et les entreprises agricoles.
 - S'assurer que l'aide aux producteurs en cas de catastrophe soit rapide, efficace et distribuée équitablement.
 - Promouvoir les pratiques exemplaires pour réduire les coûts des intrants au moyen d'équipements et de méthodes de production novateurs, plus efficaces et durables.
 - Garantir le droit des agriculteurs de conserver et de conditionner les semences pour leur usage personnel.

- ✓ **Faciliter la percée des jeunes et des nouveaux agriculteurs**
 - Veiller à ce que les jeunes et les nouveaux agriculteurs aient accès au capital et aux terres dont ils ont besoin pour entrer dans le secteur agricole, en consultant tous les secteurs concernés.

- Promouvoir les pratiques exemplaires dans les programmes d'incubateurs et les modèles de partage des risques.
- Fournir des outils d'éducation et de soutien pour planifier la relève intergénérationnelle.
- Aider les agriculteurs avec l'embauche de jeunes travailleurs, par de la formation professionnelle avancée et par des programmes de mentorat.
- Revoir le régime fiscal de sorte qu'il soutienne l'entrée de nouveaux arrivants dans le milieu agricole, notamment en haussant le montant de l'exonération pour pertes agricoles restreintes.

✓ **Assurer une répartition plus équitable des risques et des bénéfices tout au long de la chaîne d'approvisionnement**

- Surveiller et prévenir les comportements anticoncurrentiels et les pratiques monopolistiques dans la chaîne d'approvisionnement du secteur de l'agroentreprise.
- Appuyer le développement de nouvelles variétés de semences qui procurent des avantages économiques directs aux agriculteurs, notamment par le biais des programmes publics de sélection de végétaux.
- Établir un système d'enregistrement des variétés pour s'assurer que les semences répondent aux besoins en matière de qualité, de fiabilité et de rendement partout au pays.
- Faire en sorte que les coûts et les avantages économiques soient au nombre des facteurs des nouvelles approbations réglementaires des semences d'OGM.

✓ **Soutenir les offices de commercialisation en raison de leur soutien vital à la production intérieure**

- Protéger les secteurs soumis à la gestion de l'offre au Canada.
- S'assurer que les producteurs décident de l'avenir de leurs offices de commercialisation.

✓ **Assurer le traitement équitable des travailleurs**

- Promouvoir des conditions de travail décentes à tous les travailleurs des industries agroalimentaire et agricole.
- Développer un cadre de l'assurance-emploi qui soutient les travailleurs saisonniers.
- Veiller à ce que les travailleurs étrangers temporaires puissent obtenir la citoyenneté canadienne.
- Collaborer avec l'industrie pour s'assurer que les travailleurs reçoivent la formation dont ils ont besoin pour accomplir les tâches qui leur sont confiées.

1.2 Une agriculture durable protège l'environnement pour les générations futures

La production alimentaire est entièrement tributaire de la santé de l'environnement. Le gouvernement fédéral doit travailler avec les provinces et les territoires afin d'appuyer la production durable de nourriture, de protéger les bassins versants critiques qui chevauchent les frontières provinciales, d'atténuer les effets des changements climatiques et de s'y adapter, ainsi que de réduire le gaspillage des aliments.

✓ **Faire du Canada un chef de file en matière de durabilité environnementale de la production alimentaire**

- Établir des lignes directrices claires et cohérentes pour donner aux entreprises la confiance requise pour investir dans l'amélioration de leur viabilité environnementale et économique à long terme.
- Collaborer avec l'industrie et les chercheurs pour développer et promouvoir des techniques qui permettent de réduire autant que possible la charge d'engrais et de pesticides et le ruissellement.
- Promouvoir une saine gestion des sols.
- Surveiller et protéger la santé des pollinisateurs.
- Travailler avec le secteur agricole pour développer une stratégie adaptée aux conditions météorologiques causées par les changements climatiques et aider les agriculteurs à assumer les coûts d'adaptation.
- Promouvoir les pratiques qui garantissent le bien-être de la société, de l'environnement et des animaux, et intégrer ces éléments à la responsabilité sociale des entreprises agricoles.

✓ **Protéger les bassins versants critiques**

- Mieux comprendre les changements survenus dans les grands plans d'eau, comme le lac Winnipeg, le lac Diefenbaker et le lac Érié, et l'impact de l'agriculture sur la santé de ces écosystèmes.
- Encourager les investissements fédéraux qui établissent des liens entre les résultats de travaux de recherche et transforment les connaissances acquises en changements concrets dans les pratiques agricoles.
- Promouvoir les meilleures pratiques en matière d'irrigation.
- Par l'entremise de politiques et de soutien aux agriculteurs, promouvoir la santé des bassins hydrographiques afin de protéger les milieux humides naturels, qui sont essentiels à la protection contre les inondations et la sécheresse, à la filtration des eaux souterraines et aux habitats naturels.

- ✓ **Réduire le gaspillage alimentaire**
 - Développer une stratégie pancanadienne exhaustive pour réduire le gaspillage alimentaire, de la ferme à l'assiette.

- ✓ **Promouvoir le bien-être des animaux d'élevage**
 - Assurer un financement continu au Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage, afin qu'il puisse poursuivre l'élaboration et l'examen de Codes de pratiques pour les industries d'élevage.
 - S'assurer que l'industrie est en mesure de respecter les normes relatives aux soins et d'adopter les pratiques exemplaires des Codes de pratiques du Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage.
 - Collaborer avec l'industrie et les intervenants pour mettre à jour les Règlements sur la santé des animaux, afin de les aligner aux normes des autres pays développés et de garantir un meilleur traitement des animaux durant leur transport.

- ✓ **Protéger la biodiversité agricole du Canada**
 - Veiller à ce que les agriculteurs qui se conforment à la Loi sur les espèces en péril soient indemnisés rapidement.
 - Protéger les semences et les espèces patrimoniales du Canada.
 - S'assurer que les variétés de plantes demeurent dans le domaine public après l'expiration des droits des obtenteurs.

- ✓ **Réduire les gaz à effet de serre dans le secteur agricole**
 - Encourager la réduction continue des gaz à effet de serre dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.
 - Favoriser l'investissement dans les énergies propres à la ferme.
 - Promouvoir le rôle de l'industrie agricole dans la production d'énergie verte et de produits renouvelables.
 - Assurer le développement responsable des biocarburants.

- ✓ **Protéger les terres agricoles du Canada**
 - Collaborer avec les provinces, les territoires et les municipalités afin d'éviter la spéculation foncière, chez nous ou à l'étranger.
 - Collaborer avec les provinces afin de cerner les principaux enjeux pour l'avenir de l'utilisation des terres dans la région du Grand Toronto et dans la région de Vancouver en Colombie-Britannique.

2. Soutenir l'agriculture locale, de la ferme à l'assiette

2.1 Les Canadiens doivent pouvoir trouver facilement des produits de saison frais dans leur collectivité.

Le gouvernement fédéral doit travailler de concert avec les municipalités, les provinces et les territoires afin de cerner les obstacles à la croissance des marchés agricoles locaux et de trouver des moyens de favoriser le développement des entreprises et la commercialisation. Il faut aider à la fois les agriculteurs à offrir des produits de saison frais, et les consommateurs à trouver les produits qu'ils recherchent.

- ✓ **Investir de façon stratégique pour aider les agriculteurs à développer les marchés locaux et régionaux**
 - Collaborer avec les autres ordres de gouvernement pour bâtir des réseaux d'agriculteurs et de détaillants de façon à ce que les produits canadiens soient offerts en magasin – notamment au moyen d'entités agricoles qui veilleront à ce que les produits locaux soient vendus dans les épiceries en établissant des liens directs entre les agriculteurs et les grandes chaînes.
 - Envisager le soutien de modèles coopératifs pour améliorer la commercialisation et accroître la sécurité des producteurs, par exemple en renouvelant l'Initiative de développement coopératif (IDC).
 - Soutenir et promouvoir les mécanismes qui feront augmenter les bénéfices des agriculteurs grâce aux ventes directes, notamment en soutenant les initiatives d'agriculture soutenue par la communauté (ASC) ainsi que d'autres entreprises sociales et en réduisant les obstacles aux transactions à la ferme.

- ✓ **Aider les consommateurs à avoir accès à des produits de saison frais**
 - Travailler avec les régions et les municipalités pour appuyer des initiatives comme les carrefours alimentaires, afin de gérer activement le regroupement, la distribution et la commercialisation des produits alimentaires provenant de nos producteurs locaux et régionaux et de satisfaire à la demande des secteurs institutionnels, du gros et du détail.
 - Collaborer avec les producteurs afin de favoriser une meilleure compréhension des kilomètres-assiette et d'accroître la transparence pour ce qui est de l'origine des produits.
 - Travailler avec les municipalités et les provinces afin de comprendre les possibilités et les obstacles de l'agriculture en milieu urbain.

- Favoriser le soutien pancanadien aux tribunes et réseaux locaux de l'alimentation avec comme objectif d'augmenter la quantité d'aliments vendus, traités et consommés sur les marchés locaux et régionaux.
- Créer un Conseil pancanadien de la politique alimentaire composé de représentants des différents paliers de gouvernement, d'organismes ministériels fédéraux et de groupes d'intervenants, afin de déterminer les possibilités de soutien fédéral en matière d'alimentation saine ainsi que les possibilités d'investissement dans les marchés locaux et régionaux.

3. La prospérité des entreprises agricoles : un moteur de l'économie nationale

3.1 Notre secteur de l'agroentreprise est prospère et fournit une importante valeur ajoutée

Le secteur alimentaire est l'un des principaux moteurs de l'économie, générant un emploi sur huit. Les petites et moyennes entreprises engendrent une grande partie de cette croissance et le gouvernement fédéral peut les aider à tirer parti de l'expansion des marchés agroalimentaires. L'accent doit être mis sur l'ajout d'une valeur à l'économie canadienne et sur l'aide à l'expansion des nouvelles entreprises.

- ✓ **Accroître l'innovation et la plus-value du secteur de la transformation alimentaire**
 - Favoriser l'expansion du secteur des aliments et boissons.
 - Assurer un climat d'affaires favorable et innovant qui incite les exploitants canadiens à demeurer au Canada.
 - Soutenir un réseau de transformation des aliments qui crée des emplois qualifiés, qui est à une échelle appropriée et qui répond aux besoins locaux.
 - Aider les agriculteurs à profiter et à développer des chaînes de valeur de la ferme à l'assiette, grâce à des investissements ciblés dans la commercialisation et la recherche.
 - Assurer un meilleur rendement pour les Canadiens en augmentant la valeur de la transformation effectuée au Canada, notamment par :
 - un soutien à la commercialisation;
 - la promotion des technologies disponibles et le transfert des connaissances issues de projets de recherche;
 - la mise en place de projets innovants d'incubateurs;
 - une meilleure gestion des risques pour les petites entreprises.

- ✓ **Soutenir l'agriculture biologique afin de répondre à l'intérêt croissant des consommateurs**
 - Soutenir l'élargissement de la production biologique.
 - Aider les producteurs d'aliments biologiques à accroître la production et les débouchés, et favoriser les liens commerciaux entre les producteurs d'aliments biologiques et les détaillants et restaurants spécialisés.
 - Fournir les ressources adéquates pour la certification biologique et le développement du marché.

- ✓ **Promouvoir le développement durable de l'aquaculture**
 - Élaborer une politique et un cadre réglementaire pancanadien à l'égard de l'aquaculture, entre autres par le biais d'une Loi sur l'aquaculture.
 - Soutenir une transition vers l'aquaculture en parcs clos.
 - Collaborer avec l'industrie pour créer un fonds consacré aux projets de démonstration de l'aquaculture en parcs clos.
 - Soutenir le financement de la recherche et du développement de technologies durables d'aquaculture en parcs clos.

- ✓ **Reconnaître l'alimentation comme un aspect prioritaire du développement des petites entreprises**
 - Promouvoir l'horticulture canadienne en portant une attention particulière aux besoins régionaux.
 - Faire croître le modèle d'affaires coopératif et rétablir l'Initiative de développement coopératif (IDC).

- ✓ **Garantir un transport ferroviaire sûr et équitable pour les producteurs**
 - Veiller à ce que l'infrastructure agricole et le transport ferroviaire traitent tous les producteurs équitablement et permettent le stockage, le transport et la distribution efficaces des aliments.
 - Réexaminer les niveaux de services ferroviaires et les tarifs du fret ferroviaire afin de garantir un transport ferroviaire sûr et équitable pour les producteurs.
 - Établir un système de divulgation obligatoire des prix tout au long de la chaîne agroalimentaire, afin d'accroître la transparence et de mieux renseigner les agriculteurs.
 - Examiner les besoins d'infrastructure dans les régions rurales et veiller à ce que les liens vers les centres économiques urbains et régionaux soient suffisants.

3.2 Notre système agricole repose sur le savoir et l'innovation

En tant que bailleur de fonds, producteur et utilisateur de la recherche agricole, le gouvernement fédéral a un rôle clé à jouer pour soutenir le savoir et l'innovation. Le gouvernement fédéral doit fournir un financement stable à long terme et continuer à soutenir la recherche dans l'intérêt public.

- ✓ **Reconnaître que la recherche-développement est essentielle au succès du secteur agricole**
 - Fournir un financement stable à long terme afin de favoriser la recherche agricole évaluée par des pairs dans l'intérêt public.
 - Promouvoir les réseaux qui relient les chercheurs, les agriculteurs, le gouvernement et les entreprises agricoles.
 - Inverser la tendance à effectuer des compressions dans les fonds consacrés aux établissements publics de recherche et aux projets régionaux.
 - Encourager les instituts de recherche dirigés par des agriculteurs.
 - Collaborer avec les établissements de recherche et les producteurs pour améliorer le transfert des connaissances des laboratoires de recherche vers les terres agricoles.

- ✓ **Financer la recherche publique afin d'améliorer les résultats pour les producteurs, les consommateurs, le bien-être des animaux et l'environnement**
 - Favoriser le développement de variétés de cultures qui sont plus résistantes aux impacts des changements climatiques comme la chaleur et la sécheresse.
 - Favoriser la recherche qui appuie des pratiques agricoles durables pour l'environnement.
 - Favoriser la recherche et l'innovation dans le secteur alimentaire qui visent à améliorer la santé personnelle.

- ✓ **Veiller à ce que l'information recueillie sur les marchés se rende jusqu'aux agriculteurs**
 - Améliorer et tenir à jour d'importants biens publics comme l'enquête annuelle sur les exploitations agricoles, qui aide les agriculteurs à prendre de bonnes décisions d'affaires.

3.3 Les produits canadiens doivent profiter de marchés en expansion, au pays comme à l'étranger

Les produits canadiens sont parmi les meilleurs au monde, et le gouvernement fédéral devrait faire les investissements ciblés nécessaires à leur promotion partout dans le monde.

- ✓ **Investir dans le développement de marchés pour les produits canadiens**
 - Créer un secrétariat canadien des marchés afin de développer des marchés pour les produits canadiens.
 - Assurer l'authentification et la vérification des étiquettes et des allégations sur l'origine pour assurer le maintien de la qualité de la marque canadienne.
 - Collaborer avec les provinces et les territoires pour éliminer les obstacles interprovinciaux/territoriaux au commerce des produits canadiens.
 - Montrer la voie en matière d'adoption rapide et de soutien des produits de marque régionale et canadienne au moyen de politiques fédérales sur l'approvisionnement.
 - Mettre au point des stratégies d'accès aux marchés pour les petits et grands producteurs.

- ✓ **Promouvoir les produits canadiens partout dans le monde au moyen du commerce**
 - Négocier des accords commerciaux qui garantissent aux exportateurs canadiens un accès véritable aux marchés étrangers, et qui protègent les secteurs agricoles soumis à la gestion de l'offre.
 - Offrir un meilleur soutien aux exportateurs de produits agricoles canadiens pour les aider à accéder aux marchés mondiaux, notamment par l'intermédiaire des bureaux de facilitation du commerce.
 - Travailler à cerner et à éliminer les obstacles propres aux petits et moyens exportateurs canadiens, y compris aux agriculteurs biologiques.
 - Au sein des instances internationales, chercher à gagner des appuis en faveur des normes les plus élevées qui soient en matière de santé et de salubrité et à les faire mieux observer.

- ✓ **Soutenir la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale**
 - Utiliser notre système d'aide internationale et nos partenariats pour améliorer la sécurité alimentaire dans les pays vulnérables par des moyens ciblés pour soutenir la capacité des petits producteurs, notamment grâce au transfert de technologies, au développement des compétences, à la recherche sur la nutrition et à la productivité des

cultures, à la promotion des méthodes de production durables et au soutien d'une approche axée sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

- Favoriser un assouplissement dans les règles du commerce international afin de permettre aux pays en développement de poursuivre des objectifs de sécurité alimentaire.
- Soutenir les pays en développement pour faciliter leur participation à des forums sur l'élaboration et l'application de règles de salubrité des aliments.

4. Pour bien manger : salubrité, transparence et choix santé

4.1 Le Canada applique les plus hautes normes de salubrité des aliments

Les Canadiens ont besoin d'avoir confiance en ce qu'ils mangent, et ils sont en droit de s'attendre au respect des plus hautes normes de salubrité des aliments qui soient. La salubrité des aliments relève directement du gouvernement fédéral, et celui-ci doit redoubler d'efforts pour veiller à ce que des ressources suffisantes soient consacrées à l'inspection des aliments importés et des abattoirs sous sa surveillance.

- ✓ **Consacrer davantage de ressources à la salubrité des aliments**
 - Procéder immédiatement à un audit indépendant des ressources de l'ACIA, afin d'assurer la suffisance des niveaux de dotation et des processus d'inspection, surtout compte tenu de la consolidation et de la centralisation de la transformation des aliments au Canada.
 - Veiller à ce qu'il y ait un plus grand nombre d'inspecteurs de première ligne dans les usines de transformation canadiennes.
 - Allouer des ressources pour évaluer les nouvelles technologies liées à la production agroalimentaire.
 - Veiller à ce que les aliments importés soient assujettis à des normes équivalentes à celles des produits canadiens, et accroître le nombre d'inspections directes de l'ACIA à la frontière.

- ✓ **Favoriser un système de salubrité alimentaire qui satisfait les besoins actuels et futurs de l'industrie et du public**
 - Collaborer avec les provinces et les territoires à la mise en œuvre de systèmes d'inspection sensibles aux économies d'échelle et à la vitesse de traitement qui n'imposent pas de fardeaux impossibles à gérer pour les usines de transformation à petite échelle.
 - Aborder l'enjeu des conflits d'intérêts au niveau de la salubrité alimentaire et s'assurer que les décisions en matière de salubrité alimentaire sont prises dans l'intérêt du public.
 - Entreprendre de véritables consultations avec l'industrie concernant les modifications aux inspections ou aux autres programmes gouvernementaux liés à la salubrité alimentaire.

4.2 Les consommateurs savent ce qu'ils consomment

Le gouvernement fédéral a un rôle direct à jouer pour rendre l'étiquetage précis et digne de confiance, et s'assurer que le public comprend bien les renseignements fournis. Les néo-démocrates veilleront à ce que les illustrations et les textes des aliments soient clairs, factuels, instructifs et non trompeurs.

- ✓ **Mettre au point des normes d'étiquetage qui permettent aux consommateurs de faire de meilleurs choix**
 - Mettre au point des normes d'étiquetage clair, précis et cohérent concernant le traitement des animaux dans la production alimentaire.
 - Assurer l'étiquetage clair, précis et vérifiable sur l'origine des produits alimentaires et des aliments.
 - Assurer l'étiquetage clair et précis des produits qui ont subi une modification génétique.
 - Mettre au point un étiquetage nutritionnel à jour, pertinent et facile à comprendre de façon à faciliter la compréhension de l'information sur l'apport calorique et sur la teneur en sodium.
 - Moderniser l'étiquetage pour tenir compte des nouvelles techniques de transformation des aliments qui modifient les exigences de salubrité des aliments (exemple : l'attendrissement de la viande)
 - Collaborer avec l'industrie et les provinces pour intégrer progressivement l'information nutritionnelle aux menus des grandes chaînes.
 - Collaborer avec l'industrie et les provinces pour mieux informer le public au sujet des renseignements qui se trouvent sur les étiquettes.

- ✓ **Veiller à ce que l'industrie puisse se conformer aux changements exigés par les consommateurs et adopter les meilleures pratiques**
 - Répondre au besoin de fonds de transition à l'appui des codes de pratique dictés par l'industrie en ce qui concerne le bien-être des animaux.
 - Assurer que les changements proposés à l'étiquetage fassent l'objet de consultations en temps opportun, impliquent un minimum de formalités administratives, et assurer que les entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises, aient les ressources dont elles ont besoin pour réussir la transition.

4.3 Un régime alimentaire équilibré permet à chaque Canadien de demeurer en santé

Nous devons rendre les choix santé plus accessibles. Le gouvernement fédéral doit collaborer avec les experts et les intervenants afin que les lignes directrices sur l'alimentation soient à jour et que les Canadiens puissent se fier à l'information qui leur est fournie. Le gouvernement fédéral a aussi la responsabilité directe d'améliorer les choix alimentaires dans le cadre des programmes qu'il administre lui-même, et il doit collaborer avec les provinces et les territoires en vue d'assurer de meilleurs choix dans les établissements publics.

✓ Favoriser la littératie alimentaire pour une meilleure santé

- Mettre à jour le Guide alimentaire canadien et confier la tâche à des experts indépendants.
- Travailler avec les provinces et les territoires pour faire en sorte que, dès l'âge de 16 ans, chaque enfant canadien sache planifier et préparer au moins six repas nutritifs.
- Interdire la publicité alimentaire destinée aux enfants

L'alimentation est un déterminant social de la santé, et bien manger constitue un outil de premier choix pour prévenir et traiter la maladie. Une population qui optimise les bienfaits de son alimentation est en meilleure santé et plus heureuse, ce qui permet de réduire les sommes consacrées aux soins de santé.

✓ Faciliter les choix santé

- Collaborer avec l'industrie afin de surveiller et d'améliorer les aliments transformés dans l'intérêt de la santé publique :
- Adopter la stratégie nationale de réduction du sodium.
- Éliminer progressivement l'utilisation des gras trans dans les aliments transformés.
- Travailler avec l'industrie de façon à signaler clairement sur les étiquettes la présence des composantes problématiques comme les allergènes mortels et les teintures problématiques.

✓ Améliorer l'impact de la nutrition et des aliments sur la santé

- Mettre au point une approche intégrée dans les politiques fédérales à l'appui de saines habitudes alimentaires.
- Collaborer avec les provinces et les territoires afin que les groupes critiques comme les enfants et les nourrissons, les femmes enceintes, les patients dans les hôpitaux et les personnes qui reçoivent des soins de longue durée aient accès à des aliments sains.

- Veiller à ce que les établissements et les programmes administrés par le gouvernement fédéral offrent des aliments sains.
- Se pencher sur les préoccupations du milieu médical concernant la résistance aux antibiotiques et l’approvisionnement alimentaire et y donner suite.

4.4 Chaque Canadien peut s’offrir des repas sains

Bien plus qu’un simple produit de consommation, la nourriture est une nécessité. Le gouvernement fédéral doit travailler main dans la main avec les provinces et les territoires pour garantir la sécurité alimentaire et veiller à ce que tous les Canadiens aient accès à des repas sains.

✓ Veiller à ce que chaque enfant ait un repas sain

- Collaborer avec l’industrie, les provinces et les territoires afin de mettre sur pied un programme national de nutrition scolaire, approvisionné à l’échelle locale dans la mesure du possible et assujetti à d’excellentes normes de nutrition.

L’insécurité alimentaire touche 2,3 millions de Canadiens, soit 9 % de la population. Plus de 800 000 personnes ont recours aux services des banques alimentaires chaque mois.

✓ Améliorer l’accès à une saine alimentation chez les aînés

- Hausser le Supplément de revenu garanti (SRG) afin que les aînés puissent se procurer les aliments dont ils ont besoin.
- Trouver des façons d’améliorer l’accès à une saine alimentation chez les aînés, en renforçant les pratiques exemplaires des organismes sans but lucratif et des organismes communautaires (comme les popotes roulantes) et en s’attaquant aux problèmes de nutrition à la maison et dans les établissements de soins de longue durée.

✓ Réduire le recours aux banques alimentaires

- Mettre en œuvre une approche pangouvernementale en matière de sécurité alimentaire:
- Améliorer les revenus et les mécanismes de soutien aux familles sur le marché du travail.
- Collaborer avec tous les palliers de gouvernement afin de déterminer où les aliments sains sont inaccessibles et de combler les besoins uniques des collectivités urbaines et rurales.

✓ **Rendre les aliments sains et culturellement adaptés plus accessibles dans le Nord, dans les réserves et dans les collectivités éloignées**

- Évaluer le potentiel de l'agriculture dans les collectivités du Nord en soutenant des projets d'innovation de l'agriculture déjà existants dans le Nord canadien, et en soutenant les initiatives qui ont fait leurs preuves comme la diversification économique des collectivités du Nord, rurales et autochtones du Canada.
- Augmenter la disponibilité du financement de la recherche qui porte sur la sécurité alimentaire dans le Nord et qui considère les impacts des contaminants environnementaux dans les chaînes alimentaires du Nord.
- Restructurer les programmes fédéraux appropriés, en reconnaissance de l'importance des aliments traditionnels.

S'alimenter est un droit fondamental. Le Canada est l'un des 162 signataires du Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, qui comprend le droit à une alimentation suffisante.